

Assemblée de printemps de l'Initiative des villes: Politique sociale, 7 mai 2010

La question sociale est tout d'abord urbaine

Favoriser l'intégration – lutter contre la pauvreté

Aborder la question sociale dans une optique durable: favoriser l'intégration et lutter contre la pauvreté - Principes et directives de l'Initiative des villes

Exposé de Martin Waser, conseiller municipal, chef du Département des affaires sociales de la ville de Zurich

Seul le texte prononcé fait foi!

Mesdames, Messieurs, chères et cher collègues,

J'interviens aujourd'hui devant vous pour me présenter. Car je ne gage pas grand chose des "élections tacites". Vous devez quand même savoir quelque chose de votre futur président.

Lorsque j'ai repris le dicastère des affaires sociales de Monika Stocker à mi-2008, une chose m'a d'emblée frappé sur mon nouveau lieu de travail: le langage dans le domaine social est toujours très défensif, presque un peu dépressif, tout est "difficile" ou "grave".

J'ai alors pris ce contexte comme un défi à relever et me suis questionné sur la société humaine et l'existence individuelle. La vie de l'être humain est fascinante et riche de possibilités. Elle est aussi parsemée d'entraves et pleine de risques. Qu'il est facile de tomber dans les difficultés: chômage, indépendance ratée, maladie, divorce, perte de proches, etc., des circonstances qui nous jettent par dessus bord. Il peut arriver parfois, selon l'entourage dont elle bénéficie, qu'une personne puisse compter sur une aide privée; mais pour beaucoup ce n'est pas le cas, et tôt ou tard on dépend d'un soutien de l'aide sociale ou d'autres prestations. C'est à ce moment-là, au plus tard, qu'on est considéré comme "pauvre".

Nous nous faisons des idées de la pauvreté. Difficiles à saisir. La pauvreté est en même temps voyante et invisible, criante et honteuse. Le pauvre "digne" arbore un visage d'enfant, est victime du destin et se montre reconnaissant de tout ce qui lui est accordé. Le pauvre "indigne" est coupable, il est rebelle ou paresseux. Cette perception de la pauvreté est historique: au cours des derniers siècles, la pauvreté appelait la potence ou la pitié. Au sein de la population, ces images alimentent – au gré de l'optique politique – les débats sur les abus, les histoires de boucs émissaires ou la revendication de juste redistribution et de solidarité. Et c'est cette dernière qui m'importe. A ce propos, nous pouvons lire dans le préambule de la Constitution fédérale: "... Sachant que seul est libre qui use de sa liberté et que la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres".

Et ce principe se voit concrétisé à l'article 12: "Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine." Il est de notre devoir moral de mettre en oeuvre cette mission de manière consciencieuse.

Il est certain que les champs que laboure le domaine social ne sont pas toujours réjouissants: on y trouve beaucoup d'histoires tristes, de destins brisés, et il y a aussi nombre d'injustices, comme grossies à la loupe, nettes et évidentes. De là ma conviction profonde que la politique sociale et aussi le travail social sont mieux inspirés s'ils se conçoivent comme un défi. Nous ne sommes pas des victimes, nous pouvons contribuer un peu au changement de la situation sociale. Nous avons confiance dans l'humanité et nous savons qu'être pauvre ne signifie pas être stupide. Nous affrontons activement les réalités individuelles et sociétales. Nous cherchons et trouvons les voies et les moyens pour assurer que notre société offre à chacun et chacune une existence digne et des perspectives de vie.

Le système de sécurité sociale en Suisse ne fonctionne pas si mal en soi - il n'y pas de quoi se lamenter. Néanmoins, notre Etat social est fragmenté à double titre: les compétences sont réparties entre plusieurs niveaux étatiques et le réseautage entre les différents secteurs politiques n'est pas aussi développé qu'il le pourrait. Ces deux éléments font souvent obstacle aux meilleures solutions.

C'est une évidence: la question sociale se manifeste dans les villes et c'est là que surgissent en premier les nouvelles thématiques; et pourtant, la politique sociale ne saurait être conçue uniquement au niveau local – nous devons faire valoir délibérément notre compétence également au niveau national. Finalement, nous sommes là pour ça, pour aborder les problèmes, pour nous impliquer, proposer des solutions et imposer des stratégies convaincantes.

Ma proposition: *L'Initiative des villes est un centre de compétence pour la politique sociale locale, axée sur les solutions et riche en expériences!* Ce serait là ma devise pour les quelques prochaines années. Je me réjouis d'en débattre avec vous; les ateliers après la pause seront l'occasion d'une première impulsion.

Permettez-moi à ce propos de relever trois aspects qui me semblent centraux:

1) Le système social doit être réaccordé

Le fait que les contributions de la sécurité sociale sont fournies à différents niveaux étatiques et par différentes assurances sociales s'explique par l'histoire. Il en résulte néanmoins des pertes d'énergie et des effets secondaires indésirables. Il convient d'affronter ouvertement cette situation, à tous les niveaux. Nous assumons là aussi une responsabilité et pouvons amener notre contribution.

En outre, ce système est animé - et ce thème vous est connu depuis longtemps - par différents acteurs qui assainissent une caisse sur le dos d'une autre. Ces processus se déroulent en règle générale de haut en bas: la Confédération et les assurances sociales reportent leurs coûts sur les cantons et les villes, et même les cantons tentent de se dédommager sur les villes qui assurent l'aide sociale en tant que dernier filet social. Ce n'est pas constructif ni non plus durable. Ce n'est guère profitable à

personne et on finit par gaspiller inutilement beaucoup d'énergie et d'ingéniosité dans ce domaine. Je pense que, sur ce point, l'Initiative des villes pourrait encore s'améliorer: elle doit se donner les moyens de montrer les conséquences de ces reports et de réussir à se faire entendre.

Il faut chercher des alternatives qui partent des besoins des bénéficiaires et concevoir les instruments en fonction. Pour cela, défendre le statu quo ne suffit pas! Il faut développer une vision concrète de la manière dont les systèmes peuvent être accordés les uns aux autres de manière durable. Nous devons nous acharner à poser la question de savoir ce qu'il faut pour le système dans son ensemble et proposer des réponses réalistes et constructives.

2) Aborder la question sociale dans une optique large

La fragmentation de la question sociale touche différents secteurs politiques qui ont des incidences sur les thématiques sociales. Une politique sociale durable ne saurait se limiter à des questions de redistribution des moyens financiers. La question sociale doit être abordée dans une optique plus large. La santé, la formation et le développement urbain entrent aussi dans son champ de vision. Le succès de toute politique sociale dépend d'une bonne coordination entre les contributions de ces domaines. Il convient de réfléchir par delà les limites des "secteurs" politiques et par delà les instruments existants, en partant des risques de pauvreté et des risques existentiels réels. Lorsque on gagne peu et qu'on a une formation minimale, on a aussi plus de risques de tomber malade: vivre en marge génère du stress; vivre en marge affaiblit les forces de résistance et le système immunitaire; vivre en marge rend vulnérable. La détresse financière, le chômage et l'insalubrité du logement rendent malade.

Un regard global nous permet bien mieux d'agir à titre préventif plutôt que de se voir contraints de prendre après coup des "mesures de réparation". Et l'avenir exigera encore bien davantage des investissements efficaces. Raison pour laquelle les ateliers de ce jour ont aussi pour thèmes l'éducation de la petite enfance, la santé et le développement urbain.

3) L'intégration, c'est davantage que l'intégration professionnelle

"Favoriser l'intégration" - tel est le titre de la contribution de l'Initiative des villes au débat mené actuellement sur une stratégie de lutte contre la pauvreté au niveau suisse. La Suisse a besoin de villes à fort potentiel intégrateur, qui offrent aussi des chances aux plus faibles et non pas qui les excluent. L'intégration va donc bien au-delà de la seule réinsertion sur le premier marché du travail. Mais ce n'est un secret pour personne que le premier marché du travail ne peut pas absorber tous les chômeurs, tous les bénéficiaires de l'aide sociale, tous les rentiers de l'AI. Au contraire: il nous faut combattre résolument cette fiction qui veut nous faire croire que le problème sera résolu par une culture toujours plus intensive du premier marché du travail, par toujours plus de services administratifs et d'assurances sociales. Il est certain qu'une contraction adroite entre l'AI, l'AVS et l'aide sociale peut encore améliorer quelque peu les choses. L'Initiative des villes peut à ce titre développer des idées, former une alliance forte et éprouver de nouvelles solutions.

Mais soyons honnêtes! Le marché du travail n'est pas en mesure d'accueillir toutes les personnes même partiellement aptes au placement. Un homme de 56 ans, au chômage depuis trois ans, sans

formation qualifiée, n'a aujourd'hui aucune chance sur le premier marché du travail. Il y a pourtant du travail pour ces gens. Nous devons créer de nouvelles possibilités d'occupation dans des secteurs d'intérêt général. L'être humain est de nature sociale, il cherche la reconnaissance et veut être respecté. Que faut-il faire alors de celles et ceux qui ne trouvent plus de travail? Comment pouvons-nous assurer qu'elles ou ils ne se retrouvent pas exclus? Quelles perspectives pour ces personnes? Quelles mesures de prévention pour réduire leur nombre? A ces questions les villes doivent apporter des réponses créatives et montrer l'utilité des efforts investis dans l'intégration sociale. Ce thème fait aussi l'objet d'un atelier.

Mesdames et Messieurs,

Les villes sont des lieux où les hommes vivent dans un espace restreint. Les villes sont source de libertés, de niches et de nouvelles différenciations sociales. L'air urbain rend libre et intelligent: pas pour tout le monde ni tout de suite, mais les grandes concentrations de gens offre sur la durée incomparablement plus d'options, de niches et de chances pour les individus. Les villes permettent aux hommes d'apprendre plus rapidement les uns des autres. Exploitions ce potentiel!

Les villes sont compétentes pour les questions sociales. En conséquence, il s'agit de ne pas se lamenter, ni non plus d'exiger, de défendre et de menacer. Notre chance se trouve dans une attitude consciente: une attitude urbaine sûre de soi.

Montrons ce que nous pouvons! En tant que ville innovantes, nous sommes en mesure de présenter des solutions intelligentes et créatives. Ainsi j'en reviens à ma devise: *L'Initiative des villes est un centre de compétence pour la politique sociale locale, axée sur les solutions et riche en expériences!* Et c'est dans ce sens que je souhaite m'investir en tant que président de l'Initiative des villes.

Merci de votre attention!